

# DES DÉPUTÉS ÉTONNÉS DES MISSIONS EN LIBYE

LE 11 OCTOBRE 2011 PIERRE ALONSO

Émotion à la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale. La société de sécurité privée Geos a formé des unités libyennes de Kadhafi sur ordre de la DST. Qui n'avait pas autorité pour commander de telles missions.

À en croire les déclarations récentes d'un responsable de la société de sécurité Geos, en 2005, celle-ci aurait formé des forces spéciales libyennes à la demande de la Direction de la surveillance du territoire (DST), devenue depuis la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). Une curiosité, puisque ce service est supposé s'intéresser aux seules affaires intérieures et ne dispose pas de la faculté de déléguer ses activités à des sociétés privées.

Interrogés par *OWNI*, des députés de la Commission de la défense nationale se sont dit surpris par cette découverte, passée largement inaperçue. Christian Ménard, député UMP du Finistère, affirme être *"étonné d'une telle démarche"* de la part du contre-espionnage français et par les déclarations des dirigeants de Geos. *"Ce n'est pas dans leur intérêt"* commente-t-il. Le député socialiste de Charente, Jean-Claude Viollet, également membre de la commission, réagit vivement :

“

***Cela me conforte dans l'idée qu'il faut travailler sur la réalité des sociétés de sécurité privés. Il ne faut pas rester en l'état et cet épisode en est la preuve. Il faut mieux contrôler, encadrer et légiférer en la matière pour encadrer les activités.***

”

Les deux députés sont en charge d'un rapport d'information visant à mieux adapter la législation sur les sociétés de sécurité privée. Il devrait être déposé d'ici la fin de l'année.

## Audition à l'Assemblée

Le 25 mai dernier, les parlementaires avaient justement auditionné le général Jean Heinrich, ancien responsable opérationnel de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et actuel dirigeant de Geos, à l'origine de ces étonnantes déclarations. Dans **Le Monde du 8 septembre**, le général confirmait avoir effectué cette mission :

“

***Après quelques mois, la DGSE [son ancien service d'appartenance, autorisé, lui, à intervenir à l'étranger, NDLR] nous a dit qu'elle remplirait elle-même ce contrat et enverrait ses propres agents réaliser la mission, avait-il concédé.***

”

Le contrat avec la Libye conduit donc à s'interroger sur les liens entre la société et la DST. Le numéro deux de Geos, Louis Caprioli, était jusqu'en mars 2004 sous-directeur de la DST en charge de la lutte antiterroriste. Trois mois après sa retraite, il a été recruté par Geos comme conseiller spécial et membre du comité de direction de la société. Geos, qu'on a connu plus loquace, a refusé de répondre à nos questions sur ce point. Et Caprioli n'a pas non plus donné suite à nos demandes d'entretien adressées directement.



*Human Rights Watch*, l'ONG qui a récupéré une grande partie des archives des services secrets libyens, affirme n'avoir aucune information concernant la société Geos. De son côté, le Ministère de l'intérieur dont dépendait la DST et dépend aujourd'hui la DCRI, ne souhaite pas apporter de commentaire trop précis :



***Il s'agit d'un sujet sensible, la DCRI ne souhaite pas répondre et oppose une fin de non-recevoir. Elle ne fera aucune communication sur le sujet.***



Les forces spéciales évoquées par *Le Monde* sont en fait les gardes du corps du colonel Kadhafi, corrige un fin connaisseur du milieu. C'est d'ailleurs ce qu'avait rapporté la lettre d'information *Maghreb Confidential*, **en février 2003**, expliquant que Geos allait assurer "non seulement la restructuration de sa garde rapprochée mais également la sécurité de ses déplacements à l'étranger."

Dans l'entourage de l'entreprise, des familiers du dossier affirment que le contrat était piloté par le général Heinrich et Louis Caprioli. Selon ces sources, sa réalisation en a été confiée à une société sous-traitante, une pratique courante lorsqu'il s'agit d'activités sensibles dont toute trace pourrait être embarrassante... D'autant que ce n'était pas dans la politique de Geos de servir des États étrangers, préférant les contrats avec le secteur privé, notamment l'accompagnement des entreprises en zone à risques.

## Relance des activités libyennes

Certains suggèrent que les réseaux de Louis Caprioli ont bénéficié à Geos, évoquant le rôle clé que l'ex chef du service de renseignement libyen, Moussa Koussa. Il était l'interlocuteur privilégié des services occidentaux. Au moment de sa défection, en mars 2011, Moussa Koussa **était présenté** comme chef de la diplomatie libyenne et "membre du premier cercle" de Kadhafi. Ce qui n'empêche pas Geos de relancer ses activités aujourd'hui dans la Libye post-Kadhafi.

Ainsi, le 6 septembre, le général Heinrich participait à une réunion organisée par la Chambre de commerce franco-libyenne et le Medef International. En témoignent les photographies diffusées sur la page de l'événement du site de la Chambre de commerce avant d'être supprimée. **Elle est toujours accessible** dans le cache de Google<sup>1</sup> : on peut voir le général Heinrich en bas au centre de la photo présentée en haut à droite de la page. Un bureau de Geos vient d'ailleurs **d'être ouvert** en Libye par un ancien de la DGSE.

Confier la formation d'une unité d'élite à une société privée est monnaie courante en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, culturellement plus enclins à externaliser les missions

de défense. En France en revanche, seules quelques activités sont externalisées, **non sans provoquer de débats**, y compris donc au sein de la Commission de la défense nationale de l'Assemblée.

Illustrations via Flickr: **Sky Eckstrom** [cc-by-sa] ; **Yngvardo** [cc-by]

1. Ou sur cette **capture d'écran** [↗]

**ADEREN**

le 11 octobre 2011 - 14:12 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*étrange ...*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### 1 ping

Transfert d'activités militaires au secteur privé... « La Loutre le 28 février 2012 - 13:12

*[...] curieuses missions à l'étranger, comme Secopex ou le fleuron des entreprises françaises, Géos en ont réalisées en Libye, au grand étonnement de ces mêmes [...]*